



# TAFTA and co : nos Amis Africains ont aussi Droit à leur Accord



Publié le 6 août 2014 | par [Lurinas](#)

**Sus à l'eurocentrisme et à l'égoïsme ! Si la mobilisation bat son plein quand il s'agit de se dresser contre un accord commercial imposé par les « méchants amerlocaïns », il s'agit aussi de reconnaître que ces derniers n'ont pas le monopole de l'injustice et de la contrainte. Ou comment l'Union européenne joue les caïds en Afrique de l'Ouest.**

## EuropAfrique

Le 10 juillet, 16 chefs d'État de l'Afrique de l'Ouest (soit la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, **CEDEAO**, et la Mauritanie) ont signé un accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne (UE). Cette signature fait suite à des années de négociations tenues secrètes, pour changer...

L'accord vise à la création d'une zone de libre-échange entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe. Il est destiné à succéder aux régimes commerciaux précédents entre les deux parties qui existaient sous l'imprimatur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Quand on vous dit que les accords bilatéraux, tels **TAFTA**, sont maintenant privilégiés aux discussions multipartites de l'OMC !?

## Le déséquilibre est dans la nature

Ces APE font le bonheur des États parties forts sur les États parties auxquels ils sont quasiment imposés.

Dans ce cas d'espèce, les exportations des produits agricoles africains exotiques et les richesses naturelles seraient favorisées et les importations de produits agricoles et industriels européens augmentées. Un marché au périmètre élargi qui intéresserait au premier chef les multinationales à la recherche de débouchés sans cesse plus importants.

Sous couvert de vouloir diminuer la pauvreté et la famine, de nombreuses clauses sont imposées aux pays signataires.

2180 0

★ Noter

★★★★★

## Mots-clés

accord transatlantique (4)

Afrique (22)

APE (1)

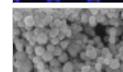
cedea0 (1)

TAFTA (6)

## Du même auteur



[TAFTA and co : nos Amis Africains ont aussi Droit à leur Accord](#)



[Nanotechnologie : un Pico-Rapport Invisible à l'œil Nu](#)



[\[Hollande\] Le Club des Socialistes Affligés, bien malgré eux](#)

## Sur le même sujet



[Razzia sur le TAFTA au Shangri-La](#)



[\[VOX POP #19\] Enquête sur l'Importation de la Viande Américaine](#)



[\[Bonus Vox Pop\] Yannick Jadot, un Europhile Anti TAFTA](#)



[\[TIBÔ-DOC\] Oran : Des Musiques et des Jeunes](#)



[Le Tchad et la Françafrique](#)



Comme celle de réduire les droits de douane à un niveau inférieur à celui de l'UE (produits alimentaires de base compris), sans pour autant obliger en retour l'UE à diminuer les subventions agricoles qu'elle octroie généreusement à ces produits exportés.

Les deux parties ont ainsi convenu d'une offre de libéralisation ou d'ouverture de 75% du marché ouest africain sur une période de 20 ans.

Des exigences qui paraissent, d'ores et déjà pour ne citer que ce point, pour le moins déséquilibrées.

En contrepartie, l'UE verserait pour soutenir le développement de ces États parties 6,5 milliards d'euros en trois tranches de 5 ans chacune. Si rien n'est moins sûr, il conviendrait aussi de préciser si cette « manne financière » viendra en complément des aides au développement déjà rachitiques consenties pour ces pays africains ?

A l'instar de TAFTA, un mécanisme de règlement des différends entre les États et les firmes multinationales serait mis en place. Cela va de soi.

Le travail parlementaire devrait reprendre sur cet accord dès septembre prochain. Il reste à savoir si un tel accord de partenariat économique fera l'objet d'une ratification des parlements nationaux africains. Concernant la consultation des parlements nationaux de l'UE, elle n'est pas d'évidence.

### **Pendant ce temps-là, des nouvelles de TAFTA**

Le 3 juillet 2014, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu **un arrêt important** en matière d'accès aux documents de négociations internationales pour les citoyens européens et à leurs représentants au Parlement européen.

Si l'arrêt ne concerne pas directement TAFTA, ses dispositions semblent pouvoir être transposées à l'ensemble des accords commerciaux actuellement négociés par la Commission, **TAFTA compris donc.**

Le jugement fait obligation de permettre un accès total ou partiel aux documents de négociations internationales aux citoyens de l'UE et leurs représentants politiques du Parlement européen.

L'obscurantisme dans lequel baigne ce type de négociations commerciales trouve son argumentation principale, pour les négociateurs de la Commission européenne, dans les dommages qui pourraient être causés à donner publicité auxdits pourparlers.



*« L'intérêt public relatif à la transparence du processus décisionnel serait vidé de son contenu si sa prise en compte était, comme le propose la Commission, limitée au cas où la procédure décisionnelle est mise à son terme » (dixit la CJUE, paragraphe 76)*

Or, l'équilibre entre l'accès à toutes les informations concernant la gestion des négociations et la discrétion nécessaire à leur bonne conduite doit être savamment dosé. Tout est affaire de proportionnalité, comme souvent dans le cas de conflits juridiques, entre des libertés, des droits à l'information, et des restrictions.

L'arrêt confirme bien les droits de base des citoyens, tous consacrés par l'article 6 du traité de l'Union européenne et dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, d'accéder aux documents produits ou reçus par les institutions européennes. Les exceptions ne doivent être utilisées que dans des circonstances exceptionnelles. CQFD.

Ce qui n'est pas sans apparaître comme une évidence me direz-vous ? Pourtant, il est souligné dans l'arrêt que l'exception est devenue la règle pour la Commission européenne. Regrettable en effet.

Et voilà comment un arrêt rendu pour des négociations intéressant un autre partenariat (des échanges de fichiers financiers entre les États-Unis et l'UE) pourrait permettre la transparence promise mais jamais achevée des documents relatifs à l'accord commercial décrié TAFTA.

**Lurinas**

### **Appel à signatures**

Jacques Berthelot, Jean Gadrey, Susan George et Majdouline Sbaï ont pris **l'initiative d'un appel** dont l'ambition est de bloquer l'adoption par le Parlement européen de ce projet d'APE avec l'Afrique de l'Ouest.

### **Sources**

**Contre la cour**

**Jacques Berthelot**

**Site officiel de la CEDEAO dédié à l'APE**

**Crédits photo à la Une**

Dursun Aydemir / Anadolu Agency

**À la une**

Et si c'était Vous ?

Il Faut Sauver Hasankeyf !

ALILOKE #3 : À Lanzarote...

[Road-Doc] Qui a Peur de l'Islam ?

La Psychiatrie au Pied du Mur

**Le meilleur**SAUVER KOKOPELLI ?  
MAMÈRE A UNE IDÉE...SOUS LES PAVÉS... DENIS  
ROBERT – 1/3SOUS LES PAVÉS... DENIS  
ROBERT – 2/3Le Point Rouge #11 : Des  
JO à la Tour EiffelLe Point Rouge #12 bis :  
Sarko au Fouquet's**Journal**La Télévision, Oeil de Demain  
(1947)[CAMPAGNE] Des Petites  
Princesses Claquent un Gros  
« FUCK » aux SexistesAlerte Génie : Mitraillette  
pour Avions en Papier[SITE INTERNET] Bienvenue  
à MachoLand.fr !

Sous les Jupes des Trains

**À propos**

Qui sommes-nous ?

L'association

Ils nous soutiennent

Charte éditoriale

Mentions légales

Nous contacter

Culture

Économie

Médias

Monde

Politique

Société

Sport

Le site LaTéléLibre.fr est propulsé par Wordpress • Conception : eGeny | Design : Stigmatés Design.



— Tous les contenus, sauf exception signalée, sont sous licence Creative Commons.

LaTeleLibre.fr